

Le 9 septembre dernier, l'Union syndicale Solidaires tenait son Bureau national de rentrée : il a défini les priorités et les axes d'intervention suivants.

En cette occasion, notre Union syndicale a fait le constat que la période post 29 mai aura été marquée par une volonté gouvernementale et patronale de frapper vite et fort, que ce soit notamment en matière de droit du travail (création du contrat nouvelle embauche, extension du forfait jour, représentation du personnel revue à la baisse, stigmatisation des chômeurs et des précaires, remise en cause de la progressivité de l'impôt...), de répression et de criminalisation du mouvement social et syndical (lycéens, faucheurs d'OGM, syndicalistes...), d'immigration (arrestations de jeunes sans papiers scolarisés, rafles et expulsions collectives de sans papiers par charters...).

Face à l'ampleur de ces attaques, qui ne répondent en rien aux exigences sociales actuelles, l'Union syndicale Solidaires considère qu'il serait vain d'attendre du gouvernement qu'il adopte spontanément des orientations qu'il a jusqu'à présent combattues avec énergie. Rien ne se fera si ne sont pas créés les rapports de forces nécessaires à travers le développement de mobilisations sociales et citoyennes fortes pour imposer des orientations nouvelles.

C'est dans cette perspective que l'Union syndicale Solidaires a décidé de s'associer à la journée de grève interprofessionnelle du 4 octobre et qu'elle appelle les salariés, les chômeurs et les retraités à faire de celle-ci un moment exceptionnel de mobilisation. Pour l'Union syndicale Solidaires, cette journée doit être le point de départ d'un processus de mobilisation de grande ampleur, dans la perspective d'une grève générale reconductible, permettant de faire céder le gouvernement.

Au-delà de cette seule échéance, le Bureau national de l'Union syndicale Solidaires a dégagé un certain nombre d'axes prioritaires qui doivent participer à cette même dynamique.

C'est parce que nous pensons qu'il est urgent, en cette période de rentrée, d'amplifier et d'élargir les initiatives de défense des services publics que nous participerons aux initiatives prévues :

- *Les 16 et 17 septembre / Mobilisation pour la défense des services publics et contre la privatisation du chemin fer à Dugny (Meuse) :* A l'initiative de l'Union syndicale Solidaires et de sa fédération Sud Rail, deux journées de mobilisation (débat, meeting, manifestation, action symbolique, concert...) se dérouleront dans cette région où circule le premier train privé depuis le 13 juin dernier.
- *Le 17 septembre / Réunion des collectifs pour la défense et le développement des services publics à Angoulême :* Dans le prolongement direct de la manifestation du 5 mars et de la réunion nationale des 25 et 26 juin à Guéret, une nouvelle réunion se déroulera à Angoulême entre les différentes composantes engagées dans la mise en place d'une « Fédération nationale des collectifs de défense et de développement des services publics ».

C'est parce que nous pensons qu'il faut poursuivre la dynamique qui a permis d'aboutir au rejet du traité constitutionnel européen soumis à référendum, que nous nous inscrivons dans un processus visant à faire perdurer les collectifs unitaires mis en place en cette occasion. Il s'agit aujourd'hui

de faire de ceux-ci des outils d'action contre les offensives libérales et d'élaboration en matière de contenus alternatifs. De la même façon, c'est parce que nous considérons qu'il est important de développer les mobilisations citoyennes à l'échelle européenne, d'abord pour bloquer les projets de directives porteuses de régressions sociales (directive sur le temps de travail, directive Bolkestein, etc.), que nous participerons aux différentes initiatives prévues le 15 octobre prochain :

- *15 Octobre / Mobilisations contre la directive Bolkestein et contre l'OMC* : Cette journée européenne d'action contre la directive Bolkestein se déclinera en France par des actions décentralisées (rassemblements devant les préfectures, réunions publiques...). Ce même jour, se déroulera également à Genève une manifestation internationale contre l'OMC à l'occasion de la dernière réunion des ministres de l'OMC avant le prochain sommet de Hong Kong en décembre qui doit reprendre le processus de libéralisation des services et de l'agriculture. *Cette journée sera suivie d'initiatives unitaires en novembre et décembre au plan européen comme au plan national.*

Solidaires poursuit son investissement dans le mouvement altermondialiste et en particulier dans la préparation du prochain Forum social européen qui aura lieu à Athènes en Avril 2006 : les enjeux européens , après l'échec du traité constitutionnel ; seront au cœur des débats.

Plusieurs autres échéances et initiatives ont également été pointées par le Bureau national sur lesquelles notre Union syndicale sera particulièrement attentive et mobilisée, tel l'ouverture du capital d'Edf et la prochaine renégociation Unedic.

La lutte contre la répression des militants syndicaux et des mouvements sociaux demeure un point important de notre activité face à la volonté du gouvernement de criminaliser tous ceux et celles qui luttent ; nous serons présents aux côtés des militants de la Confédération paysanne lors de leurs différents procès, comme aux côtés des lycéens qui subissent eux aussi la répression suite à leur mouvement au printemps dernier ; et nous continuerons à développer la solidarité avec les postiers de Bègles injustement sanctionnés

En cette période de rentrée, l'heure doit être à l'offensive.

Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14

contact@solidaires.org

www.solidaires.org